

ML.

26. FEB 1964
Transmissie
Coördinatie

L. 8596/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 9 novembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant et coordonnant" l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 fixant les conditions auxquelles pourront être nommés agents de l'Etat, au sens du statut, les anciens agents de la colonie, les membres de l'Ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes, les militaires et le personnel administratif des greffes, des parquets, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes", a donné le 16 décembre 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e november 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging en coördinatie" van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder, in de door het statuut vastgelegde zin, tot Rijksambtenaar kunnen benoemd worden de gewezen leden van het personeel der Kolonie, de leden van de rechterlijke orde, van de Raad van State en van het Rekenhof, de militairen en het administratief personeel van de griffies, de parketten, van de Raad van State en van het Rekenhof", heeft de 16e december 1963 het volgend advies gegeven :

26.2.64

Le projet d'arrêté royal portant réforme de la situation administrative des agents de l'Etat (L.8593) contient en annexe l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 fixant les conditions auxquelles pourront être nommés agents de l'Etat, au sens du statut, les agents et anciens agents de la colonie, les membres de l'ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, les militaires et le personnel administratif des greffes, des parquets, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

Ce texte de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 comprend non seulement les modifications résultant des arrêtés royaux des 16 février 1953, 7 mai 1958 et 16 février 1961, mais également de nombreuses modifications que le Gouvernement entend actuellement lui apporter.

La plupart de ces dernières modifications sont rendues nécessaires en raison des nouvelles règles prévues dans le statut des agents de l'Etat et de la nouvelle terminologie qui y est employée, ainsi qu'en raison de l'indépendance du Congo.

La plupart de ces modifications sont de pur détail mais elles affectent tous les articles de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948, à l'exception de deux d'entre eux, les articles 3 et 8, qui reprennent exactement des dispositions existantes (articles 3 et 9 de l'arrêté du 3 mai 1948).

Il paraît, dès lors, nécessaire de prendre un nouvel arrêté. Le Conseil d'Etat, toutefois, ne donne pas son avis sur les dispositions qui ne sont pas nouvelles, sauf en ce qui concerne certains articles dont le libellé n'est plus en concordance avec la législation ou la réglementation actuelles.

+

+ +

.../...

Le nouvel arrêté pourrait, dans un souci de simplification, être intitulé de la manière suivante :

"Arrêté royal pris en application de l'article 19 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat".

+

+ +

Le préambule du nouvel arrêté devrait comprendre le visa de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 19 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat; devraient, en outre, y être mentionnés, l'avis du Comité général de consultation syndicale et l'avis du Conseil d'Etat.

+

+ +

Article 1er.

L'article 1er du projet dispose que sont visés par le présent arrêté :

"1° les anciens magistrats et anciens fonctionnaires et agents de la colonie".

Cette disposition établit une distinction entre l'ancien fonctionnaire et l'ancien agent de la colonie alors que, suivant le statut des agents de l'administration d'Afrique du 20 août 1948 et du 13 janvier 1959, "hauts fonctionnaires" est simplement l'appellation donnée aux agents de la première catégorie, "fonctionnaires supérieurs" aux agents de la deuxième catégorie et "fonctionnaires" à ceux de la troisième catégorie .

.../...

Il s'indique, dès lors, d'employer, à l'article 1er, 1°, en lieu et place des mots "anciens fonctionnaires et agents de la colonie", le terme générique "anciens agents de l'administration d'Afrique". Cette façon de faire supprimerait certaines difficultés d'interprétation, notamment de l'article 5 du projet; cette disposition, en effet, en réservant aux fonctionnaires la possibilité d'être recruté pour certains emplois, semble donner à cette appellation un sens qui n'était pas le sien dans le statut des agents d'Afrique.

La même remarque vaut pour les articles 4, 5 et 6 du projet.

+ +

Il y a lieu d'ajouter que la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique s'applique non seulement aux anciens agents de l'administration d'Afrique et aux anciens magistrats du Congo belge et du Ruanda-Urundi, mais également à d'autres catégories de personnel.

S'il entrerait dans les intentions du Gouvernement de donner au projet le même champ d'application que celui de la loi du 27 juillet 1961, il y aurait lieu de modifier les articles 1er, 4, 5 et 6 du projet.

+ +

.../...

L'article 1er du projet précise également que sont visés par le présent arrêté, notamment :

"3° les officiers de carrière de l'armée, les sous-officiers de carrière de l'armée et autres militaires de carrière de rang subalterne, en activité de service ou pensionnés".

Ce faisant, le projet reprend exactement les termes de l'article 1er, 3°, de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948. Le Conseil d'Etat observe que depuis l'entrée en vigueur de cet arrêté du Régent, le statut des officiers et celui des sous-officiers ont subi de profondes modifications. Pour des raisons de concordance, il y aurait lieu d'apporter au projet les modifications de terminologie nécessaires.

§ A côté des officiers de carrière, dont le statut est fixé par la loi du 1er mars 1958, il existe le cadre des officiers de complément créé par la loi du 14 juillet 1951 et celui des officiers auxiliaires dont le statut était fixé par la loi du 3 avril 1948 et l'est actuellement par celle du 23 décembre 1955.

Il ne paraît pas douteux que sous l'appellation "officiers de carrière", l'arrêté du Régent ait compris tous les officiers du cadre actif; le projet devrait être modifié pour y comprendre les deux catégories d'officiers dont il vient d'être parlé.

.../...

La loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale, prévoit trois catégories de sous-officiers : les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément; la loi du 23 décembre 1955 a créé le cadre des sous-officiers auxiliaires de la force aérienne.

En rendant ses dispositions applicables aux "sous-officiers de carrière de l'armée et autres militaires de carrière de rang subalterne" , il n'est pas douteux que l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 ait entendu les rendre applicables à tous les militaires en dessous du rang d'officier faisant partie du cadre actif des forces armées.

L'article 1er, 3°, du projet devrait, dès lors, être également précisé sur ce point.

Il est suggéré de rédiger ce 3° de la manière suivante :

"3° les officiers de carrière, de complément et auxiliaires des forces armées, les sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale, les sous-officiers auxiliaires, les sous-officiers de gendarmerie ainsi que les militaires en dessous du rang de sous-officier des forces armées, en activité de service ou pensionnés".

+ +

Les articles 11 et 12 du projet, qui ont trait aux militaires, devraient également être mis en concordance avec la législation actuellement en vigueur.

+
+ +

Article 2.

L'article 2 fixe les conditions générales qui doivent être réunies pour que des nominations puissent être faites parmi les bénéficiaires du projet.

L'arrêté du Régent du 3 mai 1948 permettait la nomination des personnes visées à l'article 1er à tous les grades d'agent de l'Etat. L'arrêté royal du 16 février 1961, en insérant un alinéa 4 dans l'article 2 de cet arrêté, a restreint cette possibilité en prévoyant que dans la première catégorie des agents de l'Etat, la nomination ne pouvait avoir lieu qu'aux grades auxquels est attachée "au moins une échelle du groupe G".

Le projet rend cette condition encore plus stricte en disposant en son article 2, alinéa 4, que l'arrêté "ne peut s'appliquer pour la nomination à un grade du niveau 1 s'il n'est pas classé au moins au rang 14"; les grades auxquels sont attachées actuellement les échelles de traitement du groupe G figurent aux rangs 12 et 13 tels qu'ils sont prévus dans les projets actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

En outre, suivant le projet modifiant l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat (L.8595), les grades des rangs 16 et 17 pourront être conférés suivant des modalités spéciales non seulement aux agents du Ministère où l'emploi est vacant, mais également aux agents de n'importe quel autre Ministère (articles 34 et 35). Il résulte de ce qui précède que le projet sera d'application de plus en plus réduite.

Le début de l'alinéa 1er devrait être rédigé
comme suit :

"Les personnes désignées à l'article 1er ne peuvent
être nommées agents de l'Etat ...".

+

Tenant compte de la définition du transfert
donnée par l'article 70 du statut (L. 8594), il est
suggéré de rédiger l'alinéa 2 de la manière suivante :

"Pour l'application du présent arrêté, il faut
entendre par transfert le passage de l'agent d'une admi-
nistration à une autre sans qu'il existe une interpénétra-
tion des cadres entre ces deux administrations, dans un
emploi vacant d'un grade identique ou équivalent au grade
dont l'agent est titulaire".

+ +

L'intitulé du chapitre II devrait être le
suivant :

"Anciens magistrats et anciens agents de l'administration
d'Afrique".

.../...

Article 4.

L'arrêté royal du 10 avril 1954 dispensant en tout ou en partie de certaines épreuves de carrière, les agents de l'Etat qui ont été autorisés à exercer des fonctions publiques dans la Colonie, que le projet L. 8598 modifie, dispose en son article 1er notamment :

"Lorsque ces agents ont dû interrompre leur troisième période de service dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, le temps écoulé depuis l'interruption jusqu'à la date d'expiration normale de la période considérée, est ajouté aux services interrompus".

On peut se demander si une telle disposition ne devrait pas également, dans un souci de concordance générale des arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, figurer à l'article 4 du projet qui exige, en son 2°, que les anciens magistrats et agents de la colonie aient accompli, afin de pouvoir être nommés agents de l'Etat, douze années de services effectifs à la colonie.

.../...

S'il entrerait dans les intentions du Gouvernement de prévoir une telle disposition, l'article 4 du projet pourrait être **divisé** en deux paragraphes :

- le § 1er comprendrait l'article 4 du projet, à l'exception de l'alinéa 2 du 2° ;
- le § 2 pourrait être rédigé de la manière suivante :

"§ 2. Par dérogation au § 1er, 2° :

- 1° les anciens magistrats et agents de l'administration d'Afrique qui ont dû abandonner leurs fonctions pour raison de santé doivent, pour pouvoir être nommés agents de l'Etat, compter au moins cinq années de services effectifs au Congo belge ou au Ruanda-Urundi et y avoir donné satisfaction ;
- 2° lorsque les anciens magistrats et anciens agents de l'administration d'Afrique ont dû interrompre une période de services effectifs dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, le temps écoulé depuis l'interruption jusqu'à la date d'expiration normale de la période de services effectifs considérée, est ajouté aux services interrompus".

+ +

.../...

Article 5.

L'article 5 n'appelle que des observations de pure terminologie :

1. C'est dans cet article spécialement que la distinction entre agents et fonctionnaires peut soulever des difficultés. Comme il a été dit sous l'article 1er, 1°, seule la notion d'anciens agents doit être employée, le mot "fonctionnaire" n'étant qu'une simple appellation.

2. Dans sa phrase introductive et dans ses 1°, 2°, 3° et 4°, le projet se sert des mots "le recrutement aux emplois du niveau ... ". Par souci de concordance avec les autres projets actuellement soumis à l'avis de la section de législation, il faut employer les mots "le recrutement aux grades du niveau ... " (article 20 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, article 6 du projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat, titre II de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat).

+

+ +

Article 6.

Les deux observations qui viennent d'être formulées concernant l'article 5 valent pour l'article 6 du projet.

+

+ +

.../...

Articles 7 et 9.

L'article 1er de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 dispose que "sont visés par le présent arrêté" notamment :

"... les membres, auditeurs et substituts ainsi que le greffier et les membres du bureau de coordination du Conseil d'Etat ... les greffiers de l'ordre judiciaire, les greffiers adjoints du Conseil d'Etat ainsi que le personnel administratif des greffes et des parquets, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes".

Les articles 8 à 10 du même arrêté fixent les conditions qui doivent être remplies par les "membres et personnel de l'ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes" pour pouvoir être nommés dans les administrations de l'Etat.

Ces articles ont omis de prévoir le cas du greffier du Conseil d'Etat.

Le projet, en ses articles 7 et 9 qui reprennent "mutatis mutandis" le texte des articles 8 et 10 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948, ne répare pas cet oubli.

Si le Gouvernement veut réparer cette omission, se posera la question de savoir si le greffier du Conseil d'Etat doit réunir les conditions prévues à l'article 7 ou celles prévues à l'article 9.

.../...

Si le Gouvernement entendait faire bénéficier de l'article 7 les personnes porteurs du diplôme de docteur en droit, le cas du greffier du Conseil d'Etat devrait figurer à l'article 7. Toutefois dans cette hypothèse, le greffier en chef de la Cour de cassation, les greffiers en chef des Cours d'appel et les greffiers adjoints du Conseil d'Etat, de même que les membres du personnel administratif du Conseil d'Etat pour lesquels le grade de docteur en droit est exigé, devraient également figurer à l'article 7.

Les articles 7 et 9 du projet devraient être modifiés en conséquence.

+

+ +

Article 8.

Il serait plus logique d'insérer l'article 8 dans l'article 7, comme second alinéa.

Si cette solution n'était pas adoptée, il y aurait lieu de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 8.-

Les personnes dont il est question à l'article 7 sont nommées après avis du conseil de direction".

+

+ +

.../...

Article 10.

Il serait plus logique d'insérer l'article 10 dans l'article 9 comme second alinéa.

Si cette solution n'était pas adoptée, il y aurait lieu de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 10.-

Les personnes dont il est question à l'article 9 sont soumises au stage réglementaire, sauf si elles sont nommées à un grade du niveau I".

+
+ +

Article 11.

Si la suggestion faite sous l'article 1er, 3°, est admise, la phrase introductive de l'article 11 devrait être rédigée de la manière suivante :

"Les officiers de carrière, de complément et auxiliaires des forces armées peuvent être nommés aux grades du niveau I des agents de l'Etat aux conditions particulières suivantes : ... ".

En tout état de cause, les mots "emploi du niveau I" doivent être remplacés par les mots "grade du niveau I".

+
+ +

.../...

Article 12.

Si la suggestion faite sous l'article 1er, 3°, est admise, la phrase introductive de l'article 12 devrait être rédigée de la manière suivante :

"Les sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale, les sous-officiers auxiliaires, les sous-officiers de gendarmerie ainsi que les militaires en dessous du rang de sous-officier des forces armées peuvent être nommés agents de l'Etat aux conditions particulières suivantes : ... ".

+
+ +

Article 13.

L'article 13 gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Article 13.-

Les militaires nommés agents de l'Etat sont soumis au stage réglementaire sauf s'ils ont été admis d'emblée à un grade du niveau I".

+
+ +

.../...

Si le Gouvernement se rallie à la suggestion faite en tête du présent avis, il y aurait lieu d'insérer entre les articles 14 et 15 la disposition suivante :

"Article ...

Est abrogé, l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 fixant les conditions auxquelles pourront être nommés agents de l'Etat, au sens du statut, les agents et anciens agents de la colonie, les membres de l'ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, les militaires et le personnel administratif des greffes, des parquets, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, modifié par les arrêtés royaux des 16 février 1953, 7 mai 1958 et 16 février 1961".

Het ontwerp-koninklijk besluit houdende hervorming van de administratieve toestand van het Rijkspersoneel (L.8593) bevat als bijlage het besluit van de Regent van 3 mei 1948 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder, in de door het statuut vastgelegde zin, tot Rijksambtenaar kunnen benoemd worden de leden en gewezen leden van het personeel der kolonie, de leden van de rechterlijke macht, van de Raad van State en van het Rekenhof, de militairen en het administratief personeel van de griffies, de parketten, van de Raad van State en van het Rekenhof.

Die tekst van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 bevat niet alleen de wijzigingen die gevolgd zijn uit de koninklijke besluiten van 16 februari 1953, 7 mei 1958 en 16 februari 1961, maar ook vele wijzigingen welke de Regering er nu wil in aanbrengen.

De meeste van die laatste soort wijzigingen zijn nodig geworden wegens de nieuwe regelen en de nieuwe terminologie van het statuut van het Rijkspersoneel, alsook wegens het onafhankelijk worden van Congo.

In de meeste gevallen worden alleen details gewijzigd, maar dit geldt dan voor alle artikelen van het besluit van de Regent van 3 mei 1948, behalve voor de artikelen 3 en 8, die bestaande bepalingen (artikelen 3 en 9 van het besluit van 3 mei 1948) geheel overnemen.

Het lijkt derhalve nodig een nieuw besluit vast te stellen. De Raad van State geeft echter geen advies over bepalingen die niet nieuw zijn, behalve dan voor een aantal artikelen waarvan de tekst niet meer in overeenstemming is met de huidige wetten of verordeningen.

Een eenvoudiger opschrift voor het besluit ware :

"Koninklijk besluit vastgesteld op grond van artikel 19 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel".

+

+ +

De aanhef van het nieuwe besluit zou moeten verwijzen naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet en naar artikel 19 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ; ook naar het advies van de algemene syndicale raad van advies en van de Raad van State.

+

+ +

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp zegt dat "bij dit besluit bedoeld" zijn :

"1° de gewezen magistraten en gewezen ambtenaren en beambten van de kolonie".

Die bepaling maakt een onderscheid tussen de gewezen ambtenaar en de gewezen beambte van de kolonie, terwijl volgens het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika van 20 augustus 1948 en 13 januari 1959 de benamingen "hoge ambtenaren", "hogere ambtenaren" en "ambtenaren" onderscheidenlijk alleen worden gebruikt voor het aanwijzen van de eerste, de tweede en de derde categorie.

.../...

Men gebruike dan ook in artikel 1, 1°, in plaats van "gewezen ambtenaren en beambten van de kolonie", de generieke term "gewezen ambtenaren van het bestuur in Afrika". Op die wijze kunnen interpretatiemoeilijkheden worden ondervangen, vooral wat artikel 5 van het ontwerp betreft ; waar dat artikel bepaalt dat de werving voor sommige betrekkingen alleen openstaat voor ambtenaren (fonctionnaires), schijnt het immers aan die benaming een betekenis te geven welke zij niet had in het statuut van de ambtenaren in Afrika.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4, 5 en 6 van het ontwerp.

+ +

Hieraan moet echter worden toegevoegd, dat de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika niet alleen toepassing vindt op gewezen ambtenaren van het bestuur in Afrika en gewezen magistraten van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, maar ook op andere personeels-categorieën.

Mocht de Regering aan het ontwerp dezelfde werkingssfeer willen geven als die van de wet van 27 juli 1961, dan zouden de artikelen 4, 5 en 6 van het ontwerp moeten worden gewijzigd .

+ +

.../...

Luidens artikel 1 van het ontwerp doelt het besluit ook op :

"3° de beroepsofficieren van het leger, de beroepsonderofficieren van het leger en andere beroepsmilitairen van lagere rang in actieve dienst of gepensioneerd".

Zodoende herhaelt het ontwerp de bewoordingen van artikel 1, 5°, van het besluit van de Regent van 3 mei 1948. De Raad van State merkt op, dat het statuut van de officieren en dat van de onderofficieren sedert de inwerkingtreding van dat besluit van de Regent grondig gewijzigd zijn. Ter wille van de overeenstemming moet de terminologie van het ontwerp, waar nodig, worden aangepast.

Behalve de beroepsofficieren, wier statuut is vastgesteld in de wet van 1 maart 1958, zijn er nog de officieren van het aanvullingskader dat opgericht is bij de wet van 14 juli 1951, en de hulpofficieren, wier statuut vroeger bij de wet van 3 april 1948 was vastgesteld en thans bepaeld is bij die van 23 december 1955.

Het lijkt niet te betwijfelen, dat het besluit van de Regent met de benaming "beroepsofficieren" alle officieren van het actief kader heeft bedoeld ; het ontwerp zou moeten worden gewijzigd opdat ook beide genoemde categorieën van officieren daaronder worden verstaan.

De wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht kent drie categorieën van onderofficieren : beroepsonderofficieren, tijdelijke onderofficieren en toegevoegde onderofficieren ; de wet van 23 december 1955 heeft het kader van de hulponderofficieren van de luchtmacht opgericht.

.../...

Het lijdt geen twijfel dat het besluit van de Regent van 3 mei 1948, waar het zijn bepalingen toepasselijk verklaart op "de beroepsonderofficieren van het leger en andere beroepsmilitairen van lagere graad", die bepalingen ook toepassing heeft willen doen vinden op alle militairen beneden de rang van officier, die behoren tot het actief kader van de krijgsmacht.

Ook artikel 1, 3°, van het ontwerp zou, wat dit punt betreft, moeten worden verduidelijkt.

Voorgesteld wordt, de tekst onder 3° als volgt te lezen :

"3° de beroepsofficieren, de toegevoegde officieren en de hulpofficieren van de krijgsmacht, de onderofficieren van het actief kader van de land-, lucht- en zeemacht, de hulponderofficieren, de onderofficieren van de Rijkswacht, alsook de militairen beneden de rang van onderofficier van de krijgsmacht in actieve dienst of gepensioneerd".

+ +

Ook de artikelen 11 en 12 van het ontwerp, die betrekking hebben op de militairen, zouden in overeenstemming moeten worden gebracht met de thans geldende wetgeving.

+
+ +

.../...

Artikel 2.

Artikel 2 bepaalt de algemene eisen waaraan moet worden voldaan opdat begunstigden van het ontwerp voor benoeming in aanmerking kunnen komen.

Krachtens het besluit van de Regent van 3 mei 1948 konden de in artikel 1 bedoelde personen in alle graden als Rijksambtenaar worden benoemd. Het koninklijk besluit van 16 februari 1961, dat in artikel 2 van het besluit van de Regent een vierde lid heeft ingevoegd, heeft die mogelijkheid beperkt door te bepalen, dat in de eerste categorie van het Rijkspersoneel alleen mag worden benoemd in de graden waaraan "ten minste een weddeschaal van de groep G" verbonden is.

Het ontwerp maakt die eis nog strenger waar het in artikel 2, vierde lid, bepaalt, dat het besluit "niet van toepassing is voor de benoeming tot een graad in het niveau 1 indien hij niet ten minste in rang 14 is ingedeeld"; de graden waaraan thans de weddeschalen van groep G verbonden zijn, behoren tot de rangen 12 en 13, zoals die bepaald zijn in de ontwerpen die thans voor advies aan de Raad van State zijn voorgelegd.

Luidens het ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel (L. 8595), zullen bovendien de graden van de rangen 16 en 17 volgens speciale regelen kunnen worden verleend, niet alleen aan ambtenaren van het Ministerie waar de betrekking te geven is, maar ook aan ambtenaren van enig ander Ministerie (artikelen 34 en 35). Uit dit alles volgt, dat het ontwerp steeds minder toepassing zal vinden.

Het eerste lid zou als volgt moeten beginnen :

"De in artikel 1 genoemde personen mogen op grond van dit besluit alleen tot Rijksambtenaar worden benoemd, ...".

+

Gelet op de definitie van de overplaatsing welke artikel 70 van het statuut (L. 8594) geeft, wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te lezen :

"Voor de toepassing van dit besluit moet onder overplaatsing worden verstaan, de overgang van een ambtenaar van een bestuur naar een ander, zonder dat er voor beide besturen interpenetratie van de kaders bestaat, in een openstaande betrekking van eenzelfde graad als die waarvan de ambtenaar titularis is of van een daarmee gelijkwaardige graad".

+ +

Het opschrift van hoofdstuk II leze men als volgt :

"Gewezen magistraten en gewezen ambtenaren van het bestuur in Afrika".

.../...

Artikel 4.

Het koninklijk besluit van 10 april 1954 waarbij de Rijksambtenaren die gemachtigd werden een openbaar ambt in de kolonie uit te oefenen, geheel of gedeeltemeets van sommige loopbaanexamens worden vrijgesteld, dat door het ontwerp L. 8598 wordt gewijzigd, bepaalt in artikel 1 onder meer :

"Wanneer deze ambtenaren hun derde dienstperiode hebben moeten onderbreken in de omstandigheden bepaald in artikel 2 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, wordt de tijd die verlopen is sedert de onderbreking tot op de datum waarop de in aanmerking genomen periode normaal verstrijkt, bij de onderbroken diensten gevoegd".

De vraag kan worden gesteld of deze bepaling niet eveneens, ter wille van de algemene overeenstemming van de besluiten betreffende het statuut van het Rijks-personeel, moet worden opgenomen in artikel 4 van het ontwerp, hetwelk onder 2° eist dat de gewezen magistraten en ambtenaren van de kolonie, willen zij tot Rijksambtenaar kunnen worden benoemd, twaalf jaar werkelijke dienst in de kolonie moeten hebben verricht.

Mocht de Regering zulk een bepaling willen invoegen, dan zou artikel 4 van het ontwerp in twee paragrafen kunnen worden verdeeld :

.../...

- § 1 zou artikel 4 van het ontwerp bevatten, behalve het tweede lid van 2°;
- § 2 zou als volgt kunnen worden gelezen :

"§ 2. In afwijking van § 1, 2° :

- 1° de gewezen magistraten en ambtenaren van het bestuur in Afrika die, om gezondheidsredenen, hun ambt hebben moeten neerleggen, moeten, om tot Rijksambtenaar te kunnen worden benoemd, ten minste vijf jaar werkelijke dienst in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi tellen en er voldoening gegeven hebben;
- 2° wanneer de gewezen magistraten en ambtenaren van het bestuur in Afrika een periode van werkelijke dienst hebben moeten onderbreken onder de omstandigheden bepaald in artikel 2 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, wordt de tijd die verstreken is tussen de onderbreking en de dag waarop de bedoelde periode van werkelijke dienst normaal verstrijkt, bij de onderbroken diensten gevoegd".

+ +

Artikel 5.

Alleen over de terminologie van dit artikel zijn opmerkingen te maken.

1. Vooral in dit artikel kan het onderscheid tussen "beambten" en "ambtenaren" moeilijkheden opleveren. Zoals bij artikel 1, 1°, is gezegd, dient alleen met het begrip "gewezen ambtenaren" te worden gewerkt.

.../...

2. In de inleidende volzin en in de teksten onder 1°, 2°, 3° en 4°, gebruikt het ontwerp de woorden : "de werving in de betrekkingen van het niveau ...". Ter wille van de overeenstemming met de overige ontwerpen die thans aan de afdeling wetgeving zijn voorgelegd, leze men : "de werving in de graden van niveau ..." (artikel 20 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, artikel 6 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van de Rijksambtenaren, titel II van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn).

+

+ +

Artikel 6.

Beide opmerkingen betreffende artikel 5 gelden ook voor artikel 6 van het ontwerp.

+

+ +

Artikelen 7 en 9.

Luidens artikel 1 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 zijn in dat besluit "onder meer" bedoeld :

"... de leden, auditeurs en substituten alsmede de griffier en de leden van het coördinatiebureau van de

.../...

Raad van State ... de griffiers van de rechterlijke macht, de adjunct-griffiers van de Raad van State alsmede het administratief personeel van de griffies en de parketten, van de Raad van State en van het Rekenhof".

De artikelen 8 tot 10 van hetzelfde besluit bepalen de voorwaarden welke "leden en personeel der rechterlijke macht, van de Raad van State en van het Rekenhof" moeten vervullen om in de Rijksbesturen te kunnen worden benoemd.

Die artikelen hebben niet voorzien in het geval van de griffier van de Raad van State.

De artikelen 7 en 9 van het ontwerp, die mutatis mutandis de tekst van de artikelen 8 en 10 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 overnemen, hebben dat niet verholpen.

Wil de Regering in die leemte voorzien, dan rijst de vraag of de griffier van de Raad van State de voorwaarden van artikel 7 dan wel die van artikel 9 moet vervullen.

Wil de Regering artikel 7 toepassing doen vinden op de houders van het diploma van doctor in de rechten, dan zou het geval van de griffier van de Raad van State onder artikel 7 moeten staan. Maar dan zouden ook de hoofdgriffier van het Hof van cassatie, de hoofdgriffiers van de hoven van beroep en de adjunct-griffiers van de Raad van State, alsook de leden van het administratief personeel van de Raad van State die de graad van doctor in de rechten moeten bezitten, in artikel 7 te vermelden zijn.

De artikelen 7 en 9 van het ontwerp moeten in die zin worden gewijzigd.

+
+ +

Artikel 8.

Het ware logischer artikel 8 als tweede lid in artikel 7 in te voegen.

Wordt dat niet gedaan, dan stelle men het als volgt :

"Artikel 8.-

De in artikel 7 bedoelde personen worden benoemd na advies van de directieraad".

+
+ +

Artikel 10.

Het ware logischer artikel 10 als tweede lid in artikel 9 in te voegen.

Wordt dat niet gedaan, dan stelle men het als volgt :

"Artikel 10.-

De in artikel 9 bedoelde personen moeten de reglementaire stage doormaken, tenzij zij in een graad van niveau 1 worden benoemd".

+
+ +

.../...

Artikel 11.

Wordt ingegaan op de wenk die bij artikel 1, 3°, is gegeven, dan dient de inleidende volzin van artikel 11 als volgt te worden gelezen :

"De beroepsofficieren, de toegevoegde officieren en de hulpofficieren van de krijgsmacht kunnen in de graden van niveau 1 van het Rijkspersoneel worden benoemd onder de volgende bijzondere voorwaarden : ...".

In ieder geval moeten de woorden "betrekkingen van het niveau 1" worden vervangen door "graden van niveau 1".

+

+ +

Artikel 12.

Wordt ingegaan op de wenk die bij artikel 1, 3°, is gegeven, dan dient de inleidende volzin van artikel 12 als volgt te worden gelezen :

"De onderofficieren van het actief kader van de land-, lucht- en zeemacht, de hulponderofficieren, de onderofficieren van de Rijkswacht alsook de militairen beneden de rang van onderofficier van de krijgsmacht kunnen tot Rijksambtenaar worden benoemd onder de volgende bijzondere voorwaarden : ...".

+

+ +

.../...

Artikel 13.

Artikel 13 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 13.-

De tot Rijksambtenaar benoemde militairen moeten de reglementaire stage doormaken, tenzij zij dadelijk tot een graad van niveau 1 worden toegelaten".

+

+ +

Gaat de Regering in op de wenk die vooraan in dit advies is gegeven, dan dient de volgende bepaling te worden ingevoegd tussen de artikelen 14 en 15 :

"Artikel

Het besluit van de Regent van 3 mei 1948 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder, in de door het statuut vastgelegde zin, tot Rijksambtenaar kunnen benoemd worden de leden en gewezen leden van het personeel der kolonie, de leden van de rechterlijke macht, van de Raad van State en van het Rekenhof, de militairen en het administratief personeel van de griffies, de parketten, van de Raad van State en van het Rekenhof, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1953, 7 mei 1958 en 16 februari 1961, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

J. ROLAND,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) J. SUETENS.